



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 6 – mars 2025

Les échanges commerciaux bilatéraux de la zone

Le service statistique ministériel de la douane a annoncé en février les résultats du commerce extérieur de la France pour l'ensemble de l'année 2024. Le solde commercial s'améliore de 19,1 Mrd EUR sur un an et s'établit à -81,0 Mrd EUR en 2024. Cette embellie reflète dans une large mesure la forte réduction de la facture énergétique (-13,3 Mrd EUR, soit une baisse de près de 20 %). Les échanges bilatéraux de biens de la France avec l'Autriche, la Croatie et la Slovénie connaissent des évolutions contrastées et s'inscrivent dans le contexte de ralentissement économique en Europe marqué par les tensions géopolitiques et une inflation encore présente.

Les échanges bilatéraux France-**Autriche** se sont inscrits à la baisse l'an dernier : -3,2 % pour les exportations françaises, et -0,4 % pour les importations. La France exporte moins, mais comme l'Autriche importe moins encore, la part de marché française gagne 0,1 point, passant de 2,6 % en 2023 à 2,7 % en 2024. Les exportations françaises ont atteint 5,2 Mrd EUR contre 5,4 Mrd EUR en 2023. Côté importations, elles sont restées quasiment stables avec un léger recul de -0,4 %, pour atteindre 6,2 Mrd EUR. Avec 11,6 % du total des exportations françaises et une valeur de plus de 604 M EUR, les produits pharmaceutiques ont été en 2024 le premier poste d'exportation de la France vers l'Autriche. Côté importations, la valeur des produits pharmaceutiques a doublé en 2024 pour atteindre 854 M EUR, ce qui représente 14 % du total des importations françaises en provenance de l'Autriche.

En contraste, le commerce France-**Croatie** poursuit sa dynamique positive depuis l'entrée de la Croatie au sein de l'UE en 2013. En 2024, malgré un recul des importations à -2 %, les exportations françaises affichent un essor de +5,7 % et passent ainsi la barre symbolique du milliard d'euro, contribuant à une hausse de 10 % du solde commercial bilatéral (657 M EUR). Si les équipements automobiles restent le premier poste à l'exportation (bien qu'en diminution de 2,2 %), l'évolution des exportations a été portée par les produits cosmétiques ainsi que le secteur nautique. Les importations en provenance de Croatie, à 348 M EUR en 2024, enregistrent un recul par rapport à 2022 et 2023, principalement dans les secteurs métallurgiques et des composants électroniques. Les produits pharmaceutiques restent dynamiques et deviennent le premier poste à l'importation (37,3 M EUR), devant les machines et équipements (37,1 M EUR).

Les échanges France-**Slovénie** ont connu un net recul en 2024, du fait de la diminution des exportations de 12,9 %, difficilement compensée par la progression de 0,9 % des importations. Les exportations se sont établies à 1 214 M EUR, les importations à 1 870 M EUR. Le déficit commercial de la France s'est ainsi creusé pour atteindre 656 M EUR, son plus haut niveau enregistré sur les dernières années. Avec 30,7 % du total des exportations (ce qui représente 368 M EUR) et 47,2 % du total des importations (878 M EUR), le secteur automobile a continué de dominer le commerce bilatéral. Mais il suit des évolutions contrastées : facteur du ralentissement des exportations (-21,3 % pour les véhicules, -48,9 % pour les équipements), il est celui de la progression des importations dans le domaine des équipements automobiles (+14,8 %).

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

Zoom sur...

Après cinq mois de négociations - record en matière de durée de formation d'une coalition autrichienne - l'Autriche a vu entrer en fonction le 3 mars la première coalition gouvernementale tripartite de son histoire au niveau

+45,4 %

L'augmentation des prix de l'électricité pour les ménages entre décembre 2024 et janvier 2025

fédéral, associant les partis conservateur (ÖVP), social-démocrate (SPÖ) et libéral (NEOS). Priorité est donnée à la consolidation des finances publiques. Le nouveau gouvernement prévoit un plan de consolidation budgétaire sur 7 ans, tablant sur des mesures d'économies de 6,3 Mrd EUR en 2025 et de 2,4 Mrd EUR en 2026 (soit 8,7 Mrd EUR au total sur les deux années). Ce paquet budgétaire reprend l'essentiel des mesures convenues par l'extrême-droite et les conservateurs, qui avaient été transmises à la Commission européenne en janvier : notamment la suppression de la « Prime climat » (1,96 Mrd EUR) et la réduction de 15 % des dépenses de l'administration fédérale. A la demande du partenaire social-démocrate, le plan inclut également l'abandon des niches fiscales et la contribution des banques (objectif de générer 500 M EUR en 2025 et 2026, puis 200 M EUR à partir de 2027) et des entreprises énergétiques (200 M EUR attendus par an). Le gouvernement mise également sur des mesures de lutte contre l'inflation, à l'instar du gel des loyers de certains logements réglementés.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

La plus longue récession économique depuis 1945

Déjà touchée depuis 2 ans par un repli de l'économie, l'Autriche continue à voir son PIB reculer en 2025, selon les prévisionnistes, contraints de réviser à la baisse leurs prévisions de décembre. La contraction du PIB devrait atteindre -0,3 % selon le WIFO cette année (+0,6 % prévu en décembre), ou -0,2 % selon l'IHS, après -1 % en 2023 et -1,2 % en 2024. Le directeur de l'institut WIFO, Gabriel Felbermayr, a précisé lors de la présentation des perspectives économiques pour l'année que le PIB par habitant serait en 2025 inférieur de 4 % à celui de 2022, un repli inégalé sein de l'Union européenne ou des économies de l'OCDE. L'Autriche paie actuellement une politique des transferts généreuse, initiée dès 2020, au détriment de la compétitivité de ses entreprises, alors que la crise n'a pas encore atteint les ménages. Alors que l'industrie a dû supporter de fortes hausses salariales, qui ne se sont pas traduites par une hausse de la demande domestique, l'investissement dans l'outil productif a massivement reculé. S'en est suivie une perte de compétitivité, entraînant en 2024 un recul marqué des exportations. Pour 2025, les économistes n'envisagent pas d'amélioration significative, compte tenu du contexte international incertain. En matière de prix, l'inflation devrait atteindre 2,8 % (IPCH), soit 0,5 point de plus que la moyenne de la zone euro. Pour M. Felbermayr, l'Autriche doit revoir son modèle d'indexation des salaires sur l'inflation. Pour ce qui concerne les finances publiques, le déficit public autrichien en 2025 pourrait atteindre 3,3 % du PIB soit 16,5 Mrd EUR. Les économistes ont salué les efforts contenus dans le programme de coalition du gouvernement, notamment le plan d'économies de 6,3 Mrd EUR prévu cette année. Mais ils appellent également les responsables politiques à engager des réformes structurelles d'envergure (fiscalité, énergie, simplification, retraites, etc.) certes impopulaires mais indispensables pour éviter « une décennie perdue ».

En 2026, l'économie autrichienne devrait réussir à rebondir légèrement pour progresser de 1,1 % voire 1,2 %, dans un contexte de repli de l'inflation (aux alentours de 2,0 %). Le commerce extérieur devrait retrouver un dynamisme positif, après trois années de repli. Toutefois, ces perspectives sont à mettre en regard du contexte géopolitique et commercial international incertain.

	WIFO (03/2025)		IHS (03/2025)		Commission européenne (11/2024)	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026
Croissance (en % du PIB)	-0,3	+1,2	-0,2	+1,1	+1,0	+1,4
Inflation (IPCH, en %)	+2,8	+2,1	+3,0	+2,0	+2,1	+1,7
Chômage (en % de la pop. active)	5,3	5,2	5,4	5,3	5,3	5,0
Solde public (en % du PIB)	-3,3	-3,5	-3,2	-3,2	-3,7	-3,5

Source : SER Vienne

Finances

Le projet de loi de finances sera présenté le 13 mai 2025

En raison de la formation tardive du gouvernement et en l'absence de budget 2025, l'Autriche a actuellement recours au dispositif des douzièmes provisoires qui permet de percevoir les recettes et d'engager les dépenses équivalant à un douzième du budget prévu par la loi de finances de l'année précédente. Au conseil des ministres du 19 mars 2025, le ministre des Finances Markus Marterbauer (social-démocrate) a présenté le calendrier en vue de l'adoption du projet de loi des finances. Il a été chargé de présenter un double budget portant sur les années 2025 et 2026 ainsi que des cadres financiers pluriannuels 2025-2028 et 2026-2029. Les négociations budgétaires ont été entamées dès le mois de mars avec comme objectif de les conclure d'ici fin avril. La présentation par le ministre des Finances à la chambre basse du Parlement (*Budgetrede*) a été fixée au 13 mai 2025. L'adoption du double budget 2025/2026 est prévue pour le 18 juin 2025.

Echanges

Le commerce extérieur de l'Autriche s'est affaibli en 2024

En 2024, les exportations de l'Autriche ont baissé de -4,9 %, tandis que les importations ont poursuivi leur recul (-6,3 %) déjà observé en 2023 (-5,8 %), la valeur des échanges tombant sous le seuil de 200 Mrd EUR dans chacun des deux sens. Le solde commercial est paradoxalement devenu positif l'an dernier (+1,74 Mrd EUR), après s'être nettement redressé en 2023 (-2 Mrd EUR, après -20 Mrd EUR en 2022). Ce développement s'explique notamment par le recul des échanges avec l'Allemagne – premier fournisseur de l'Autriche (part de marché de 32,3 %), loin devant la Chine (8,2 %), et également son premier client (part de marché de 29,7 %), nettement devant les Etats-Unis (8,5 %).

Politique économique et sociale

Le nouveau gouvernement autrichien a présenté son programme de coalition, issu de longues négociations entre conservateurs, sociaux-démocrates et libéraux, qui, en matière de politique sociale, ne comporte pas de grands projets phares. Les partis se sont entendus pour mettre fin au congé de formation sous sa forme actuelle, souvent critiquée pour son coût budgétaire, près de 650 M EUR en 2024. Les autorités publiques avaient constaté un détournement partiel du dispositif de son but originel, mis à profit pour prolonger d'autres formes de congés spéciaux. Les deux chambres du Parlement ont entériné l'extinction du congé à partir du 31 mars.

L'avancée sociale la plus marquante du programme de coalition réside dans la création d'un portefeuille ministériel au logement, que le vice-chancelier et chef du parti social-démocrate Andreas Babler a obtenu, et **le projet d'un encadrement des loyers**, actuellement indexés sur l'inflation. **Le projet énoncé prévoit un gel des loyers en 2025**, une hausse plafonnée à 1 % en 2026 et à 2 % en 2027. A partir de 2028, la hausse annuelle ne devrait pas dépasser 3 %.

En matière d'emploi, l'agence nationale pour l'emploi AMS verra sa dotation réhaussée pour pallier les baisses successives des lois de finances, afin de relancer les instruments de lutte pour l'emploi comme le chômage partiel ou les fondations de travail. Une attention sera portée à l'emploi des seniors de 55 ans et plus, particulièrement touchés par le chômage de longue durée, ainsi que le développement d'une stratégie destinée à pallier le défaut de main d'œuvre qualifiée.

Le retour des sociaux-démocrates comme parti gouvernemental a été largement salué par les organisations syndicales qui mettent en avant l'intégration des métiers des soins à la personne dans la pénibilité en matière de pension et le gel en 2025 de la franchise médicale pour les médicaments (7,55 EUR par boîte sauf exemptions).

Veille sectorielle

Secteur financier

Les dégâts dus aux catastrophes naturelles pèsent sur le résultat du secteur des assurances

Selon l'autorité autrichienne de surveillance des marchés financiers FMA, le secteur autrichien des assurances a affiché en 2024 un résultat technique de 379,53 M EUR, en baisse de 30,58 %. Le résultat financier recule de 4,33 % pour atteindre 2,92 Mrd EUR, tandis que celui des opérations courantes s'est détérioré de 6,72 % pour s'établir à 1,63 Mrd EUR. Ce développement s'explique par l'augmentation des indemnités d'assurance-dommages, notamment celles liées aux dégâts dus aux catastrophes naturelles, de 15 % pour atteindre 10 Mrd EUR. Malgré ce contexte difficile, le montant des primes affiche une croissance de 5,5 % pour atteindre 23,15 Mrd EUR.

Industrie

OMV crée avec ADNOC le quatrième plus grand producteur mondial de polyoléfines

L'entreprise pétrolière et gazière OMV et la Compagnie nationale d'Abou Dhabi pour le pétrole (ADNOC) ont annoncé début mars la fusion de leurs participations respectives dans Borouge plc et Borealis AG pour créer Borouge Group International. Cette nouvelle entité combinée acquerra ensuite NOVA Chemicals Corporation, un producteur nord-américain, pour un montant de 9,377 Mrd USD. Borouge Group International deviendra une puissance intégrée de l'industrie chimique, dépassant les 60 Mrd USD de valeur et se positionnant comme le quatrième plus grand producteur mondial de polyoléfines, avec une capacité nominale de 13,6 millions de tonnes par an. Il bénéficiera également d'un portefeuille diversifié, allant des produits agricoles innovants de Borouge aux textiles de Borealis et aux solutions d'emballage durable de Nova. Coté à l'Abu Dhabi Securities Exchange, Borouge Group International sera conjointement détenu par ADNOC et OMV (46,94 % chacun), et aura son siège à Vienne. Dans le cadre de cette transaction, OMV injectera 1,6 Mrd EUR en numéraire dans la société consolidée afin d'égaliser sa participation. Une fois la transaction finalisée, la participation d'ADNOC dans Borouge Group International sera transférée à XRG, la filiale d'investissement international d'ADNOC.

Transports

Westbahn profitera de l'ouverture de la ligne Koralm pour proposer une liaison direction Sud

Après 27 ans de travaux, l'opérateur historique des chemins de fer ÖBB annonce pour le 14 décembre 2025, l'ouverture de la ligne ferroviaire de Koralm entre Graz (capitale de la Styrie) et Klagenfurt (capitale de la Carinthie).

Au cœur de cette ligne d'une longueur totale de 130 km est situé le tunnel de Koralm avec une longueur

Figure 1 : les dessertes de l'opérateur privé Westbahn



Source : Westbahn

de 33 km. L'opérateur privé Westbahn, détenu à 17,4 % par SNCF et dont les services se limitent actuellement à des liaisons entre Vienne et l'Ouest de l'Autriche et l'Allemagne, prévoit de proposer une liaison Vienne-Villach dans le Sud de l'Autriche. La nouvelle ligne de Koralm lui permettra d'atteindre une vitesse maximale de 250 km/h ce qui réduira le temps de trajet à 3h et 28 minutes.

Energie et environnement

Les prix de l'électricité accusent une forte hausse depuis le début de l'année

En raison de la fin des aides énergétiques et la hausse des prix de réseaux, les prix de l'électricité pour les ménages ont augmenté de 45,4 % entre décembre 2024 et janvier 2025. En comparaison annuelle, un ménage moyen paie désormais environ un tiers de plus pour l'électricité qu'en janvier 2024. Si l'on considère l'ensemble des coûts énergétiques, toutes sources d'énergie confondues, la hausse est toutefois nettement moins importante, avec 2,7 % en comparaison annuelle. Cela s'explique principalement par la baisse des prix de presque toutes les autres sources d'énergie au cours des derniers mois, en particulier le gaz naturel et les granulés de bois.

ENERGIEPREISE IM DETAIL

Jänner 2025, Veränderung zum Vorjahr in Prozent

Strom		+35,5
Verbraucherpreisindex		+3,2
Energiepreisindex		+2,7
Super		+2,5
Diesel	-2,1	
Heizöl	-3,0	
Fernwärme	-5,3	
Brennholz	-10,9	
Holzpellets	-17,9	
Erdgas	-21,7	

Grafik: © APA, Quelle: Energieagentur

Krone KREATIV

Télécommunications

L'utilisation des portables à l'école et au collège sera interdite à partir du 1er mai 2025. Sur l'initiative du ministre de l'Education Christoph Wiederkehr (libéral) a été adoptée en conseil des ministres du 19 mars 2025, l'interdiction des téléphones mobiles dans l'enceinte des écoles et des collèges (8. Schulstufe). L'interdiction porte sur l'utilisation des téléphones mobiles et de tout autre équipement terminal de communications électroniques (tablette ou montre connectée, par exemple) et entrera en vigueur le 1er mai 2025. Les élèves en situation de handicap ou atteints d'un trouble de santé invalidant conservent l'autorisation d'utiliser des dispositifs médicaux associés à un équipement de communication. Il appartient à chaque établissement de déterminer les modalités pratiques pour assurer le respect de la loi.

Agriculture

Le ministère de l'agriculture récupérera l'environnement et la protection climatique

Dans la composition du nouveau gouvernement conduit par le chancelier conservateur Christian Stocker, les dossiers de l'agriculture et de la sylviculture incomberont de nouveau à Norbert Totschnig, reconduit à ce portefeuille. Par ailleurs, ses compétences seront élargies dès la parution de la loi organique amendée à l'environnement et le climat, comme c'était déjà le cas avant 2020. Alors que dans le gouvernement précédent entre conservateurs et écologistes, ces derniers dossiers étaient de la compétence des Verts, au sein d'un important ministère qui suivait également les transports et l'énergie, il apparaissait capital pour les conservateurs de remettre l'écologie dans le giron de l'agriculture et de la sylviculture. Du point de vue du ministre Totschnig, « on rapproche ainsi ce qui de toute évidence va de pair ».

Pratiques commerciales déloyales : publication du rapport 2024.

Le secrétaire général du ministère de l'agriculture et directeur du bureau de la lutte contre les pratiques commerciales déloyales (Fairness-Büro) a publié le 13 mars son rapport 2024. Le bureau a enregistré en 2024 plus de 800 plaintes de producteurs, en légère hausse. Comme lors des éditions précédentes, les conclusions font apparaître que les enseignes de distribution exercent une pression croissante sur les producteurs, en raison principalement de la concentration du marché autrichien, dominé à 90 % par 3 enseignes qui font face à plus de 100 000 producteurs et transformateurs. Le grief le plus fréquent est le refus des distributeurs de prendre en compte dans les négociations la hausse des coûts de production dans le prix

d'entrée. De plus, en raison de la récession économique persistante et de l'inflation encore élevée (IPCH + 3,4 % en février 2025), le consommateur reporte son choix sur les marques de distributeur (MDD), contribuant à augmenter la pression sur les prix producteurs. Le secteur est également confronté à des conditions contractuelles particulièrement contraignantes, prévoyant de fortes pénalités ou nécessitant d'importants investissements, sans tenir compte de la volatilité des certains cours.

Epizooties : L'Autriche reste à ce jour indemne de fièvre aphteuse et peste des petits ruminants

Alors que les cas de fièvre aphteuse (FA), de peste des petits ruminants (PPR) ont été détectés dans les pays limitrophes de l'Autriche, comme en Slovaquie, en Slovénie ou en Hongrie, la république alpine est à ce jour restée préservée de toute contagion. Afin de permettre aux autorités slovaques de prévenir une propagation de la fièvre aphteuse, les autorités autrichiennes mettent à la disposition de leur voisin une unité (52 personnes) de l'armée fédérale spécialisée dans la protection civile et la décontamination. Cette unité de militaires spécialisés est déjà intervenue dans le cadre de la lutte contre la grippe aviaire en Basse-Autriche à l'automne 2024.

Bien-être animal : les Verts proposent une solution pour la fin des caillebotis intégraux.

Attendu que les dispositions adoptées en 2022 qui prévoyaient une fin des caillebotis intégraux dans les élevages porcins, assortie d'une période transition jusqu'en 2040, ont été invalidées par la Cour constitutionnelle, les Verts, libérés de leur obligation gouvernementale depuis le 3 mars, ont déposé un amendement qui, s'il est adopté, prévoit une interdiction des caillebotis intégraux à partir du 1^{er} septembre 2025, assortie d'une période de transition jusqu'au 31 décembre 2034 pour les stabulations construites entre 2020 et le 31 août 2025, ou jusqu'au 31 décembre 2029 pour les bâtiments construits avant 2020.

Relations bilatérales

Des ombrières solaires pour le parking de Westfield Shopping City Süd d'Unibail-Rodamco

Le 9 avril 2025, le groupe français Unibail-Rodamco-Westfield célébrera sur son site Westfield Shopping City Süd (WSCS) dans le Sud de Vienne des investissements et avancées majeurs en matière de transition énergétique de WSCS. Ils incluent notamment l'ouverture du plus grand projet d'ombrières solaires d'Autriche, la plus grande ferme photovoltaïque d'Autriche sur un centre commercial, un projet de nouvelle station de train régional « Badner Bahn » et enfin la certification environnementale obtenue par WSCS. Avec 330 boutiques et 10 000 employés accueillant 25 millions de personnes par an, WSCS est le plus grand centre commercial d'Autriche et dans le top 10 des plus grands centres européens. Avec Westfield Donau Zentrum qui compte 262 boutiques, 7 000 employés et une fréquentation de 17 millions de personnes chaque année, la présence du Groupe en Autriche représente un investissement de plus de 2,1 Mrd EUR.

Le chiffre du mois à retenir

2 %

Du PIB en dépenses de défense
avant 2030

Zoom sur...

Le Premier ministre slovène Robert Golob a annoncé à l'issue du Conseil européen extraordinaire du 6 mars une augmentation des dépenses de défense pour atteindre 2 % du PIB avant 2030 contre environ 1,4 % du PIB en 2024. Par ailleurs, il a indiqué que la Slovénie élaborerait un plan d'augmentation des dépenses avant le sommet de l'OTAN prévu à La Haye fin juin, lequel sera partagé avec le parlement et le public.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Une accélération de la croissance en 2025 malgré des prévisions revues à la baisse

En ce début de mois, les prévisions de croissance du PIB de la Slovénie ont été revues à la baisse à la fois par l'organisme de prévision macroéconomique du gouvernement (IMAD) et par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). L'IMAD avait en effet prévu une croissance annuelle de 2,4 % en automne dernier, ramenant les prévisions à 2,1 % pour l'année 2025. Pour la BERD, les prévisions de croissance pour 2025 ont également été ajustées de 2,6 % à 2 %. Ainsi, le rythme reste légèrement plus faible que ce qui avait été anticipé à l'automne, principalement en raison de la faiblesse de la demande intérieure slovène. Cependant, la croissance de cette année devrait largement dépasser celle de 2024, avec 1,6 % estimé par l'Office des statistiques slovènes.

Politique économique et sociale

Alignement du cadre juridique slovène sur les règles fiscales de l'Union Européenne

Le 14 mars dernier, la Commission parlementaire des finances de Slovénie a approuvé à l'unanimité des amendements à la loi sur les règles fiscales. Ces modifications visent à aligner le cadre juridique slovène sur les réglementations de l'Union européenne faisant suite à la révision des règles fiscales de l'Union l'année dernière. Pour se conformer à ces nouvelles directives, la Slovénie a amendé sa loi sur les règles fiscales en modifiant la définition de l'équilibre budgétaire à moyen terme. Désormais, les finances publiques slovènes sont considérées comme équilibrées si la dette publique reste inférieure à 60 % du PIB et le déficit budgétaire en dessous de 3 % du PIB, ces deux critères devant être respectés à moyen terme.

Sommet de la coalition gouvernementale slovène : santé, retraite et logement

Le sommet de la coalition gouvernementale slovène s'est tenu à Brdo pri Kranju le 17 mars dernier, à environ un an de la fin de son mandat. Les discussions ont principalement porté sur le renforcement du système de santé publique, la réforme du régime des retraites et l'amélioration de l'accès au logement. Le gouvernement prévoit notamment de clarifier la distinction entre le secteur public et privé dans le domaine de la santé, ainsi qu'une réforme du système des retraites, dont l'accord final devrait être signé très prochainement. Cette réforme inclut une augmentation progressive de l'âge de départ, un élargissement de la base

de calcul des pensions et une revalorisation du taux de remplacement à 70 % pour une carrière complète de 40 ans. Le gouvernement prévoit aussi la construction de 2 000 logements locatifs publics d'ici 2025, avec un budget de 251 millions d'euros pour répondre à la crise du logement.

Veille sectorielle

Transports

Lancement d'un 8ème appel d'offres pour stimuler la connectivité aérienne slovène

Le 14 mars, le Ministère de l'Infrastructure slovène a lancé son huitième appel d'offres consécutif dans le cadre du programme de connectivité aérienne 2023-2025. Ce programme, doté d'un budget total de 16,8 M EUR de subventions, vise à renforcer la connectivité aérienne du pays. Celui-ci priorise dix routes pour la période 2023-2025 : quatre pour desservir des destinations finales : Bruxelles, Skopje, Prague et Berlin, six autres pour desservir des aéroports pour des vols de correspondance : Vienne, Copenhague, Athènes, Madrid, Amsterdam, Helsinki. Jusqu'à présent, les aides de l'État slovène ont permis d'ajouter plusieurs nouvelles destinations desservies par l'aéroport de Ljubljana, dont Amsterdam, accessible par un vol direct opéré par KLM Royal Dutch Airlines depuis le 1^{er} mars 2025. Cependant, le 7ème appel d'offres lancé le 24 janvier 2025 n'a attiré aucun soumissionnaire. Le 8ème appel d'offres, quant à lui, restera ouvert jusqu'au 14 avril 2025.

Signature de l'accord entre les chemins de fer slovènes et la société française Alstom

La société française Alstom et les chemins de fer slovènes *Slovenske železnice* ont officiellement signé le 21 mars l'accord portant sur la livraison de 30 locomotives électriques pour un montant supérieur à 150 M EUR.

Energie

Nucléaire : retrait américain du projet Phoenix d'étude de faisabilité des SMR

Alors que le président américain Donald Trump a décidé de suspendre l'aide internationale américaine pour réévaluer les projets concernés, le projet slovène Phoenix, un programme pour les petits réacteurs modulaires (SMR), a également été suspendu. Dans le cadre de ce projet, les États-Unis ont financé des services de conseil technique et de consultation afin d'analyser le potentiel d'utilisation de la technologie SMR et les sites d'implantation potentiels de ces réacteurs en Slovaquie. Ainsi, la société américaine Sargent & Lundy devait présenter ce mois-ci les résultats d'une étude sur les emplacements possibles des SMR, mais la présentation a été reportée jusqu'à nouvel ordre. Le ministère slovène de l'environnement, du climat et de l'énergie a précisé qu'avant la suspension, le projet était dans sa phase finale et que l'étude de préfaisabilité était pratiquement achevée.

Technologies de l'information et de la communication

Projet d'un nouveau supercalculateur haute performance et d'une usine d'IA slovène

La Slovaquie recevra 67,5 M EUR du budget de l'UE pour son projet de 150 M EUR visant à développer un supercalculateur haute performance avec une usine d'intelligence artificielle (IA). Ce nouveau supercalculateur sera notamment utilisé pour la construction d'une usine d'intelligence artificielle, ainsi que pour l'analyse de big data, pour la biotechnologie et pour les sciences environnementales. Outre la Slovaquie, les sites de supercalculateurs prévus en Autriche, en Bulgarie, en France, en Allemagne et en Pologne ont également été sélectionnés pour bénéficier d'un financement de l'UE lors de la dernière série, et rejoindre ainsi les sept sites retenus lors de la première série en décembre 2024. Les 13 futures usines d'IA seront interconnectées afin de renforcer l'innovation en matière d'IA à travers l'Europe. À terme, ce projet stratégique pourrait améliorer considérablement la puissance technologique du pays et renforcer la compétitivité et la transformation numérique de l'économie slovène.

Figure 2 : Les futures usines d'IA en Europe



Le chiffre du mois à retenir

296 M EURpour le 8ème paquet de mesures
d'aide

Zoom sur...

L'agriculture croate contribue à environ 3 % du PIB national, les agriculteurs représentant encore 7 à 8 % de la population active croate. La Croatie compte plus de 134 000 exploitations agricoles. Si l'exploitation moyenne gère environ 11 hectares de terres, près de 70 % d'entre elles couvrent moins de 5 hectares. L'élevage représente de 30 à 40 % de la production agricole croate, qu'il s'agisse de la production de viande (bovins, porcins, volailles) ou de lait (bovins, ovins et caprins). S'agissant des productions végétales, la Croatie pratique la céréaliculture (blé, maïs, orge), la culture des fruits et légumes (pommes, raisin, prunes, tomates, poivron), la viticulture. La Croatie est un importateur net de produits alimentaires, bien qu'elle exporte des produits spécifiques tels que le vin et certaines viandes. Ses principaux partenaires commerciaux sont l'Allemagne et l'Italie.

Activités macroéconomiques & financières

Finances

Nouveau succès pour l'émission d'obligations "populaires" par l'Etat croate

Mi-mars 2025, le ministère des Finances a complété avec succès son huitième cycle d'émissions d'obligations et bons du Trésor avec 17 226 citoyens ayant souscrit pour plus de 755 M EUR, excédant les 600 M EUR attendus. Cette émission s'inscrit dans la stratégie de financement du gouvernement. Le ministre des Finances, Marko Primorac, a en effet annoncé vouloir stimuler le développement du marché des capitaux croate, en insistant particulièrement sur la nécessité d'activer l'épargne des citoyens, ambitionnant même de porter à 10 % leur part dans la dette de l'État. Actuellement, les citoyens croates détiennent une part croissante de la dette de l'État (7,3 %), pour un montant de 3,7 Mrd EUR. Lors des émissions précédentes, plus de 251 000 offres individuelles ont été faites, pour un montant de 7,4 Mrd EUR. Rien que pour les obligations 2022 arrivées récemment à échéance, 97,5 M EUR ont été versés en intérêts sur 1,33 Mrd EUR investis.

La Banque européenne d'investissement (BEI) présente son enquête annuelle sur l'investissement en Croatie

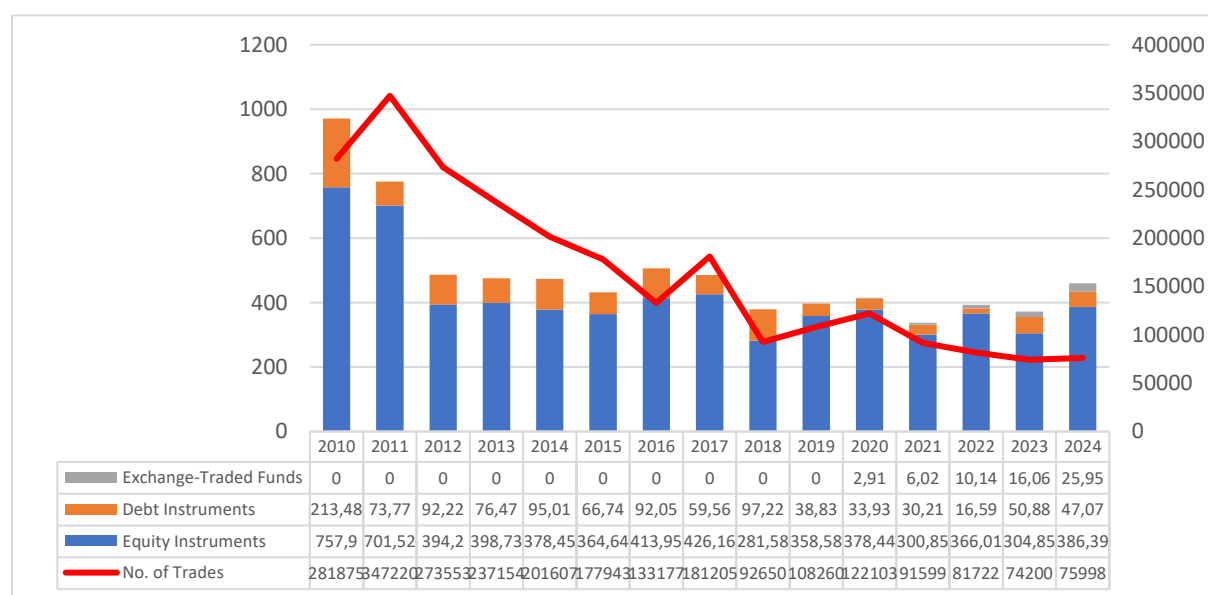
La vice-présidente de la BEI, Teresa Czerwińska, a présenté l'[enquête sur les investissements pour l'année 2024](#) à l'occasion de la Conférence Financing Growth and Innovation for Competitiveness organisée par la banque nationale croate. De manière générale, la BEI constate que la Croatie a retrouvé un niveau d'investissement pré-covid. En 2024, la part des entreprises croates qui ont investi est de 90 %, ce qui est similaire à l'année 2023 et dans la moyenne de l'Union européenne. La BEI indique une tendance grandissante à réaliser des investissements de remplacement, ces derniers représentant 56 % des investissements durant

l'année 2024 (contre 44 % en 2023). A l'inverse, les entreprises croates semblent peu intéressées par l'investissement dans des nouveaux produits ou services, seulement 15 % prévoient de le prioriser dans les trois prochaines années, contre 25 % au niveau européen. Les entreprises croates désignent la pénurie de main d'œuvre qualifiée, l'incertitude quant à l'avenir, et les prix de l'énergie comme les trois principales barrières à l'investissement. Un dernier point important soulevé par la BEI est la part (56 %) des entreprises croates qui ont eu recours à un financement externe en 2024, de 14 points supérieurs à la moyenne de l'UE (42 %).

Introduction en bourse d'Ing-Grad

L'entreprise de construction croate Ing-Grad a réussi son introduction en bourse le 6 mars dernier, cédant ainsi 33 % du capital de l'entreprise. Ing-Grad devient la 84ème société cotée à la bourse de Zagreb (ZSE). L'entreprise, créée en 1985, est un acteur incontournable du secteur de la construction en Croatie, elle est impliquée aussi bien dans la rénovation de bâtiments historiques et religieux que dans la construction d'espaces commerciaux et résidentiels et dans la réalisation d'infrastructures énergétiques. Le succès de l'introduction en bourse d'Ing-Grad survient quelques mois après l'annulation de celle de la chaîne de distribution alimentaire Studenac. Avant cela, la dernière introduction en bourse, celle de Span, avait eu lieu en 2021. La bourse de Zagreb (ZSE) a été fondée en 1991 à l'indépendance du pays. Grâce au soutien de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui détient 5 % de son capital depuis 2015, elle a progressivement évolué vers un marché moderne et intégré les systèmes financiers internationaux, mais sa taille et son influence restent très limitées par rapport aux bourses des grandes économies européennes. En 2015, ZSE a acquis la Bourse de Ljubljana (100 %), puis une participation de 29,98 % dans la Bourse de Macédoine, devenant son principal actionnaire en 2022. Aujourd'hui, ZSE reste une place boursière de taille modeste avec des volumes de transactions limités à l'échelle européenne : environ 75 000 transactions par an ces dernières années et des volumes ne dépassant pas plus de 500 M EUR par an.

Figure 3 : Volumes des transactions en M EUR (axe gauche) et nombres d'opérations (axe droit) par an



Source : institut croate des statistiques DSZ

Développement de la communauté Fintech en Croatie

[Le Centre d'innovation de Zagreb - Zicer](#), la Faculté d'économie de Zagreb et la Banque postale croate (HPB) ont conclu un accord de coopération visant à promouvoir le développement de la communauté Fintech en Croatie et à établir un écosystème incitatif et compétitif pour les innovations dans le secteur financier. Cet accord ouvre la voie à un meilleur accès au marché, à l'amélioration du cadre réglementaire et à l'inclusion financière, en s'appuyant sur une collaboration étroite avec le ministère des Finances, la Banque de développement croate (HBOR) et la Banque nationale croate (HNB).

Renforcement du financement des entreprises en Croatie : le groupe BEI soutient la Erste & Steiermärkische Bank avec des outils de garantie de 132 M EUR

La Banque européenne d'investissement (BEI) accorde un soutien de 132 M EUR à la filiale croate de la banque autrichienne *Erste & Steiermärkische Bank* (ESB) afin de favoriser le financement des entreprises dans le pays. Ce soutien se compose d'une garantie de 100 M EUR de la BEI, ainsi que de deux garanties de portefeuille totalisant 32 M EUR fournies par le Fonds européen d'investissement (FEI). Grâce à cette garantie, l'ESB prévoit de mobiliser jusqu'à 280 M EUR de nouveaux financements. L'aide du FEI comprend des garanties d'un montant de 19,2 M EUR pour les microentreprises et de 12,8 M EUR pour les entreprises sociales, y compris les organisations non gouvernementales.

Politique économique et sociale

Huitième paquet de mesures d'aide

Un huitième paquet de mesures d'aide, d'un montant total de 296 M EUR, a été adopté lors du Conseil des ministres du 26 mars. Il assure la stabilité des prix de l'électricité et du gaz tout en poursuivant l'aide aux citoyens les plus vulnérables. Ce paquet d'aides vise à maintenir des prix de l'énergie abordables du 1^{er} avril au 30 septembre 2025. Il prévoit 140 M EUR de subventions pour l'électricité et le gaz. Pour soutenir les chômeurs, les retraités les plus précaires, les étudiants et les anciens combattants, le gouvernement prévoit d'allouer 126 M EUR sous forme d'allocations spécifiques, de redevances mensuelles et d'aides alimentaires.

Veille sectorielle

Industrie

Présentation des entreprises de défense croates à l'OTAN

Les principales entreprises de l'industrie de défense croate, réunies au sein de la Chambre de commerce de Croatie (HGK), se sont présentées à Bruxelles au cours des *Croatian Industry Day* en collaboration avec le ministère de l'Économie, le ministère de la Défense et la mission permanente de la Croatie auprès de l'OTAN. Les entreprises ont ainsi pu présenter leurs activités aux différentes directions de l'OTAN, aux missions permanentes auprès de l'OTAN et à l'Agence européenne de défense. La Croatie souhaite bénéficier des importants investissements annoncés dans l'industrie de défense européenne aussi bien pour renforcer sa base industrielle et technologique de défense que pour le positionnement des entreprises croates du secteur. On trouvera la liste des entreprises dans le [catalogue des entreprises croates](#).

Energie et environnement

La Croatie n'a toujours pas soumis son Plan national intégré sur l'énergie et le climat [La Commission européenne a récemment averti la Croatie](#) pour son retard dans la soumission du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (NECP), en violation du Règlement (UE) 2018/1999. Le PNEC est un outil de pilotage essentiel pour chaque État membre de l'UE, car il définit les stratégies de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'augmentation des énergies renouvelables et d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030. La date limite pour soumettre la version finale des NECP mis à jour était le 30 juin 2024. Si la Croatie ne soumet pas son PNEC final dans un délai de deux mois, la Commission peut engager une procédure devant la Cour de justice de l'Union européenne, ce qui pourrait entraîner des sanctions financières.

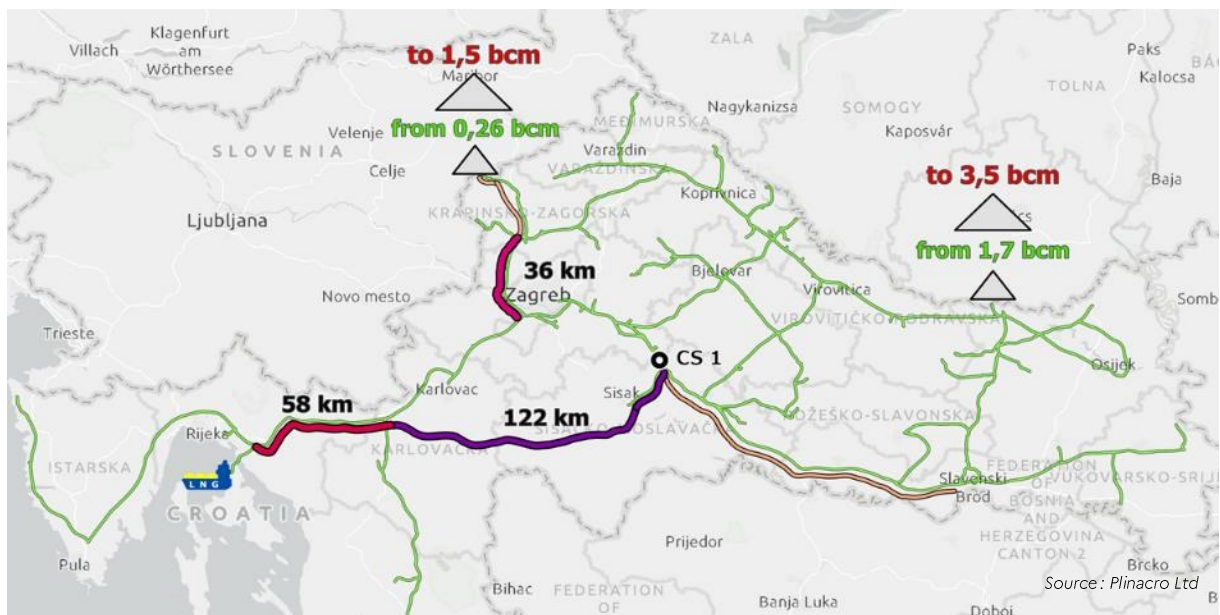
Achèvement des travaux sur le gazoduc Zlobin - Bosiljevo et lancement des travaux sur le gazoduc Lučko – Zabok

Le 14 mars 2025, une cérémonie a célébré l'achèvement des travaux sur le gazoduc Zlobin - Bosiljevo (58 km, 140 M EUR) et le lancement des travaux sur le gazoduc Lučko - Zabok, tous deux financés par le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR) croate.

Le gazoduc Zlobin-Bosiljevo permettra d'augmenter le transport de gaz provenant du terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) situé sur l'île de Krk, faisant passer la capacité de 2,9 à 3,5 milliards

de m³ de gaz par an. Ce projet contribuera également au développement ultérieur du réseau de gaz et à l'accroissement du transport vers la Hongrie et la Slovénie.

Figure 4 : Les projets d'extension du réseau croate de gazoducs



Le gazoduc Lučko - Zabok, d'une longueur de 36 km et d'un coût de 78 M EUR, une fois achevé, améliorera significativement la flexibilité de la gestion des capacités de transport existantes tout en augmentant de manière substantielle le débit vers la Slovénie. La construction de ces deux gazoducs, ainsi que de deux autres, Bosiljevo - Sisak et Sisak - Kozarac, également financés par des fonds européens, permettra d'optimiser l'utilisation du terminal de GNL. Cela augmentera la capacité du système de transport vers la Hongrie, passant de 1,7 à 3,5 milliards de m³ de gaz par an, et vers la Slovénie, atteignant un total de 1,5 milliard de m³ par an.

Premier centre éducatif croate pour la transition climatique et énergétique

La ville de Poreč est devenue le premier centre éducatif croate pour le développement et la mise en œuvre de plans de transition vers une énergie propre. Ce rôle a été attribué dans le cadre du [projet international SPARKLE](#) – Sustainable Planning and Resilience Knowledge Learning Environment, qui est mis en œuvre avec le financement du programme LIFE CET de l'Union européenne. Le projet SPARKLE rassemble plusieurs organisations internationales et villes européennes, y compris [Energy Cities](#), la [Fédération européenne des agences et régions pour l'énergie et l'environnement \(FEDARENE\)](#), la [Fédération européenne des coopératives énergétiques citoyennes \(RESCOOP.eu\)](#) et d'autres. Les villes partenaires (Albertville, Amiestas, Calenzano et Guimarães) participeront au développement d'outils et de programmes éducatifs pour les autorités locales afin de faciliter la planification pour la transition climatique et énergétique.

Soutien financier de l'État à INA pour la production d'hydrogène

La compagnie pétrolière croate INA a bénéficié d'un soutien financier de 15 M EUR provenant des fonds du Plan national de relance et de résilience (PNRR), pour développer la production, la distribution et le stockage d'hydrogène. Ce soutien permet à INA de se positionner comme le premier producteur d'hydrogène vert à l'échelle commerciale en Croatie, contribuant ainsi à la décarbonisation du secteur des transports. Le projet d'INA, d'un budget total de 41 M EUR, prévoit la construction d'un système de production d'hydrogène au sein de la raffinerie de Rijeka, avec une capacité de production allant jusqu'à quatre tonnes d'hydrogène par jour. Les électrolyseurs, d'une puissance de 10 MW, seront alimentés par une installation solaire de 11 MW. Par ailleurs, un réseau de distribution d'hydrogène sera mis en place pour alimenter les stations de recharge à travers le pays. Selon les estimations d'INA, ce projet pourrait répondre aux besoins d'approvisionnement d'au moins dix stations de recharge à hydrogène pour les véhicules de transport routier.

Agriculture

La France est cette année partenaire de la foire agricole de printemps de Bjelovar du 27 au 30 mars 2025, plus grande foire commerciale en termes de superficie de la Croatie (tous secteurs confondus). Opportunité de mettre en avant les entreprises françaises du secteur présentes en Croatie avec notamment le groupe coopératif agricole Axérial, Timac agro filiale du groupe Roullier et des innovations avec Solvéo et ses solutions pour l'agrovoltaïsme. Des fédérations professionnelles françaises comme Interbev mais également le sommet de l'élevage ont également fait le déplacement. La présence du Groupe Salers Evolution, association à but non lucratif qui assure la promotion de la race Salers, a permis de mettre en avant une coopération toujours plus forte avec la Croatie. A ce jour ce sont près de 3 700 bovins Salers qui sont élevés par 290 éleveurs en Croatie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtrésor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, A. Magro, C. Roméo ([ljublana@dgtrésor.gouv.fr](mailto:ljubljana@dgtrésor.gouv.fr))

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic, C. Delfortry

(zagreb@dgtrésor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 31/03/2025